

Compte rendu

Ouvrage recensé :

WOLFE, Robert (dir.). *Transatlantic Identity ? Canada, the United Kingdom and International Order*.
Kingston, School of Policy Studies, Queen's University, 1997, 156 p.

par Nemer H. Ramadan

Études internationales, vol. 29, n° 3, 1998, p. 780-782.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703951ar>

DOI: 10.7202/703951ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

gion. D'une part, la politique canadienne d'aide et d'assistance devra être en harmonie avec les principes auxquels Ottawa adhère. D'autre part, elle tiendra compte des différents obstacles à la démocratisation notamment le manque de volonté politique des gouvernements d'entretenir des bonnes relations avec la société civile, le clientélisme politique, l'absence quasi totale de marge de manœuvre des sociétés civiles et les effets pervers du Programme d'ajustement structurel imposé aux pays de la région par le FMI et la BM. Concrètement, comme allié des pays de la région, le Canada, en jouant le rôle d'un *honest broker*, aura la mission d'aider la société civile à atteindre ses objectifs et d'encourager, d'autre part, les gouvernements à respecter les droits de l'homme. Ottawa, par sa double participation au Commonwealth et à la Francophonie, a les potentialités suffisantes pour promouvoir la démocratie en Afrique. Le Canada, comme membre du G7, devra tenter d'influencer les pays industrialisés pour qu'ils insistent sur le respect des droits de l'homme et la démocratie dans leurs relations avec les pays de l'Afrique australe et sur leur participation à la consolidation des ONG dans la région. L'ouvrage suggère à Ottawa de développer une relation avec le SADC, au plan multilatéral, et de contribuer au renforcement des liens, au plan local, entre la société civile urbaine et rurale.

Cet ouvrage est d'un grand intérêt tant pour ceux qui s'interrogent sur le rôle de la société civile africaine que pour les analystes de la politique africaine du Canada au lendemain du déclenchement du processus de

démocratisation. Au-delà du débat théorique sur la société civile, l'ouvrage passe en revue les différents problèmes auxquels les démocraties naissantes de l'Afrique australe sont confrontées et suggère une thérapeutique claire pour consolider le développement démocratique dans la région. D'une part, il est vrai que le partenariat entre les sociétés civiles du Nord et du Sud, dont l'objet est de prévenir l'État de maintenir la paix sociale, de l'obliger à être à l'écoute de la base et à contrôler ses prétentions à la domination, est approprié pour la consolidation des démocraties naissantes. D'autre part, comme le suggèrent les auteurs, il est un fait que les pays industrialisés devraient formuler leur politique d'aide et d'assistance en tenant compte des changements et des obstacles à la démocratisation présents au Sud. Cet ouvrage mérite absolument d'être lu par les analystes de la politique africaine, en général, et les étudiants de la politique africaine du Canada, en particulier.

Munda Simamba BARUTI

Assistante de recherche,
IQHEI, Université Laval, Québec

Transatlantic Identity? Canada, the United Kingdom and International Order.

WOLFE, Robert (dir.). Kingston, School
of Policy Studies, Queen's University,
1997, 156 p.

En mai 1995, le ministre canadien du Commerce international, Roy MacLaren, a lancé de Londres l'idée de créer une zone de libre-échange entre l'Amérique du Nord et l'Union européenne (TAFTA), qui ouvrira la voie à une *communauté* « increasingly

defined by shared economic interests », mais assez forte dans le but « to manage and advance a global order » (p. 3). Cette idée s'inscrit dans la foulée du *Canada-EU Framework Agreement* annoncé en 1976, de la Déclaration transatlantique de 1990 et la Déclaration conjointe sur les relations Canada-UE (déc. 1996) visant à dynamiser les relations réciproques qui ont été récemment secouées par la crise du saumon de l'Atlantique, « an episode that killed the [Declaration] and [the Action Plan] along with undersized turbot! » (p. 73). Or, comment peut-on évaluer les relations transatlantiques dans le monde de l'après-guerre froide qui est marqué par la mondialisation de l'économie, la montée des blocs régionaux, etc., et la place que le Canada et le Royaume-Uni occupent dans l'ordre international? « Transatlantic Identity? » reprend les travaux du colloque Canada-Royaume-Uni qui s'est tenu, en novembre 1996, au Fort Frontenac (Kingston), autour du thème suivant: « le transatlantisme dans une ère nouvelle ». À noter que ce colloque « is an annual meeting of leading Canadian and British individuals from government, the private sector and academic life, where issues of importance to both countries are examined » (p. vii). Les conférenciers étaient appelés à examiner quatre questions: 1) les rapports Canada-Royaume-Uni dans le contexte de l'après-guerre froide et son impact sur l'« identité » transatlantique; 2) l'effet des flux de l'économie mondiale sur les institutions internes et externes reliées à ces deux pays; 3) la perception de la sécurité en Europe et dans le monde depuis la chute de l'URSS et 4) l'interaction entre les technologies

de l'information et les politiques culturelles nationales, « [in light of] the onslaught of American culture » (p. 131), et le développement des relations transatlantiques. Même si les relations entre les deux rives de l'Atlantique sont un exemple pour le reste du monde, Bayne (ch. 2) préfère parler, non pas d'identité transatlantique comme Risse le soutient (ch. 3), mais plutôt de « relation de famille » (p. 15).

Après avoir tracé l'évolution des relations transatlantiques depuis 1945, Bayne montre l'importance de l'Amérique du Nord, et en particulier des États-Unis, surtout depuis la signature en 1989 du Nouvel Agenda transatlantique, pour le processus d'intégration européenne. L'auteur maintient, qu'avec la libéralisation de l'économie mondiale, un accord formel n'est pas nécessaire pour mieux asseoir les liens transatlantiques. Cet avis est partagé par le secteur privé qui, ainsi que le rapporte Bayne (ch. 15), « [has shown] little enthusiasm for new EU-Canada trade arrangements » (p. 144), et qui s'inquiète des mesures protectionnistes dans les domaines de l'agriculture et du textile, entre autres. Selon Burney (ch. 6), les relations canado-britanniques seront plus fructueuses lorsque le Royaume-Uni résoudra une fois pour toutes la question de son appartenance à l'Union européenne qui, à son tour, doit mener à bien son intégration (p. 73). Et le grand défi qui attend Ottawa et Londres, remarque Griffiths (ch. 7), serait de trouver les moyens pour réconcilier et accommoder « the accretion of overlapping institutional arrangements » (p. 96), atténuant ainsi les divergences au niveau de la régulation, par exemple, entre le NAFTA et l'UE.

Bridgeman (ch. 8) résume bien cette perspective selon laquelle le renforcement des relations Canada-Royaume-Uni passe par une participation mutuelle active aux forums multilatéraux (p. 106). Pour Risse cependant, il existe bel et bien une identité transatlantique collective basée sur des valeurs communes (démocratie, droit, etc.), car l'Occident n'est pas une simple notion géopolitique : c'est plutôt un concept qui reflète une « compréhension spécifique » de ce que devrait être l'ordre national et international (p. 28). La survie de l'OTAN, qui est le pilier de la sécurité transatlantique, à la fin de la guerre froide en témoigne. Pour lui, l'utilité des relations Canada-Royaume-Uni dépend largement d'un engagement britannique plus profond dans les affaires de l'Europe (p. 35). Par ailleurs, les questions commerciales s'enchevêtrent avec celle de la sécurité (ch. 9, 10, 11), car la bonne conduite du commerce exige « a stable, secure zone of peace in Europe where all participants, old and new, will benefit » (p. 116). Or, dans un contexte de mondialisation, la coopération canado-britannique doit composer avec certains dossiers qui affectent les relations transatlantiques (ch. 5) : l'élargissement de l'OTAN, l'intégration monétaire en Europe, la multiplication de liens économiques avec d'autres régions du monde, etc. C'est pourquoi, il importe de rapprocher les États-Unis et l'Union européenne par la mise sur pied de ponts de coopération à travers l'Atlantique (ch. 14).

Lors de ce colloque, deux visions se sont dégagées des relations transatlantiques en général, et de celles du Canada-Royaume-Uni en particulier : une qui est positive, l'autre qui l'est

moins et ce, en dépit de l'ampleur des relations canado-britanniques (pp. 149-152) en termes de commerce, de tourisme et d'investissement. Toutefois, le maintien et le développement de ce bilatéralisme requiert, entre autres, comme dans le cas de la promotion de la culture canadienne (ch. 12), une volonté politique claire et manifeste. Récemment deux événements, qui auront un impact certain sur les relations transatlantiques, se sont produits : la décision, le 19 avril 1998, de libéraliser les économies des Amériques du nord au sud, et le lancement, le 2 mai dernier, de l'« euro ». Dans le premier cas, Ottawa présidera dans les mois qui viennent les discussions qui encadreront ce processus ; dans le second cas, Londres a choisi de se tenir, pour le moment, à l'écart d'une monnaie commune européenne. Mais dans les deux cas, on constate bien que les relations Canada-Royaume-Uni seront plus que jamais influencées par les rapports États-Unis-Union européenne.

En conclusion, cet ouvrage – et il fallait s'y attendre – offre des analyses répétitives des relations canado-britanniques et transatlantiques. À part le texte, à caractère juridique, écrit par MacDonald (ch. 4), les autres textes, notamment ceux qui se penchent sur la dimension de la sécurité, ne font que répéter les positions du gouvernement Chrétien (voir *Livre Blanc sur la Défense* 1994). Nous ne pensions pas que vivre les relations canado-britanniques (ch. 13) pouvait être si redondant. En somme, la valeur d'une telle publication n'est pas évidente.

Nemer H. RAMADAN

Département de science politique
Université du Québec à Montréal, Canada